



---

## Conseil de sécurité

Débat ouvert

### Women, Peace and Security

New York, le 15.04.2015

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Nous tenons à exprimer à la Jordanie notre reconnaissance pour avoir organisé ce débat ouvert et remercions les orateurs de leurs interventions. La Suisse salue le rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits. Elle partage ses préoccupations au sujet des informations faisant état de viols, d'affaires d'esclavage sexuel et de mariages forcés, dont se rendent coupables des groupes armés, parfois dans le cadre d'une tactique de terreur, en particulier en Irak, en Syrie, en Somalie, au Nigéria, au Mali, en Libye et au Yémen. Reconnaisant que les femmes sont directement et délibérément prises pour cible, nous devons ajuster nos stratégies pour battre en brèche ces développements.

La Suisse aimerait souligner trois points :

- (1) Il est important de chercher à engager le dialogue sous une forme appropriée avec certains groupes armés non étatiques pour améliorer la prévention. Cette recherche doit bien évidemment être menée de façon adaptée à chaque situation. S'il est conduit avec compétence, un tel dialogue peut prévenir ou réduire la violence à caractère sexuel. La Suisse apporte sa pierre à l'édifice afin que les groupes armés non étatiques se conforment davantage au droit humanitaire et aux droits de l'homme et soutient les activités de l'ONG Geneva Call. Cette organisation travaille avec des acteurs armés non étatiques qui prennent des engagements spécifiques assortis de délais pour mettre un terme aux violences sexuelles.
- (2) La Suisse salue la recommandation du Secrétaire général d'harmoniser les efforts visant à prévenir les violences sexuelles avec les mesures visant à lutter contre l'extrémisme violent. Les mesures de prévention des conflits qui ne tiennent pas compte des spécificités de genre ne peuvent anticiper les conflits et les prévenir de façon adéquate. Seules l'inclusion des femmes et l'intégration du genre dans l'analyse des conflits permettront aux Etats de concevoir des réponses adéquates. A cet égard, la Suisse salue également la recommandation du Secrétaire général selon laquelle il convient de reconnaître le rôle décisif joué par la société civile, notamment les organisations de femmes, et de veiller à ce qu'elles soient associées de manière significative à toutes les mesures préventives et aux processus de paix en cours.

- (3) La Suisse estime que les institutions de sécurité et de justice peuvent avoir une action décisive sur les conditions favorisant l'accroissement ou le déclin des violences sexuelles. L'examen de haut niveau sur l'application de la résolution 1325 qui doit avoir lieu courant 2015 permettra à la communauté internationale de faire le bilan des enseignements tirés de la réforme du secteur de la sécurité et de certaines pratiques prometteuses en la matière.

Le 9 septembre 2015, la Suisse convoquera à Genève une conférence sur la résolution 1325 au cours de laquelle nous ferons l'inventaire des mesures innovantes permettant de lutter contre les causes profondes de la violence sexuelle au sein du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, notamment des efforts entrepris en vue de réformer les institutions de sécurité et de justice. Nous avons pour objectif de formuler des recommandations montrant la nécessité de remédier aux violences sexuelles dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. Nous entendons également œuvrer en faveur d'institutions tenant compte des disparités entre les sexes qui soient efficaces sur le plan opérationnel.

Nous aimerions en dernier lieu féliciter la représentante spéciale du Secrétaire général Zainab Bangura pour son leadership et les initiatives qu'elle a prises afin que des stratégies de lutte contre les violences sexuelles soient élaborées conjointement avec des gouvernements. Nous la remercions par ailleurs pour son point de situation sur les efforts déployés à ce jour par le système des Nations Unies, notamment par le réseau interinstitutionnel Campagne des Nations Unies contre les violences sexuelles en temps de conflit. La Suisse est disposée à détacher des experts au sein du réseau d'action des Nations Unies en vue d'aider les gouvernements à mettre au point des stratégies nationales globales.

Madame la Présidente, je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

We would like to convey our appreciation to Jordan for organizing this open debate and thank the briefers for their statements. Switzerland welcomes the Secretary General's report on Conflict-related sexual violence and shares his concerns about the accounts of rape, sexual slavery and forced marriage by armed groups, including as a tactic of terror, especially in Iraq, Syria, Somalia, Nigeria, Mali, Libya and Yemen. While recognizing the fact that women are directly and deliberately targeted, we must adjust our strategies to counter these developments.

Switzerland would like to raise three points:

- (1) It is important to seek adequate forms of engagement with certain armed non-state actors to enhance prevention. This, of course, has to be done in a manner appropriate to each situation. If conducted in a competent manner, such engagement can prevent or reduce sexual violence. Switzerland contributes to greater compliance with humanitarian law and human rights law by non-state armed groups and supports the activities of the NGO Geneva Call. Geneva Call works with armed non-state actors who make specific and time-bound commitments to end sexual violence.
- (2) Switzerland welcomes the Secretary General's recommendation to align efforts to prevent sexual violence with efforts to prevent violent extremism. Gender-blind conflict prevention measures cannot adequately predict and prevent conflict. It is only by including female stakeholders and using a gendered analysis of conflict that States can design appropriate responses. In this regard, Switzerland welcomes the recommendation of the Secretary General to acknowledge the central role of civil society, including women's organizations and to ensure their meaningful participation in all preventive measures and ongoing peace processes.

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

(3) Switzerland believes that security and justice institutions play a critical role in creating the conditions in which gender based violence will either thrive or wither. The upcoming High Level Review of Resolution 1325 will serve the international community to take stock of promising practices and lessons learned from Security Sector Reform.

On 9 September 2015 Switzerland will convene a conference on 1325 in Geneva where we will take stock of innovative measures to address the root causes of gender-based violence within the Women, Peace and Security agenda, including efforts to reform security and justice institutions. Our aim is to develop recommendations which reflect the need to address gender-based violence in Security Sector Reform and contribute to gender-sensitive institutions which are effective at an operational level.

Finally, we would like to commend SRSG Zainab Bangura for her leadership in drawing up joint strategies with governments to combat sexual violence. We thank her for the update on the efforts of the United Nations system, including through the interagency network United Nations Action Against Sexual Violence in Conflict. Switzerland stands ready to deploy experts within the UN Action network to support governments in the development of comprehensive national strategies.

Thank you Madam President.